

# 130 ans de presse française sont mis en ligne!

La presse écrite est un outil de mémoire, de recherche, et d'histoire indispensable. Mais les archives sont souvent difficiles d'accès, interdites au grand public ou incomplètes.

Afin d'en permettre l'accès au plus grand nombre, la BNF (bibliothèque nationale de France) s'est lancé, en partenariat avec les groupes de presse et le gouvernement, dans un incroyable chantier. Numériser et mettre en ligne pas moins de 130 ans de presse française. Les archives seront ensuite consultables gratuitement. Ce défi peut s'apparenter aux 12 travaux d'Hercule, les chiffres donnent le tournis. L'objectif est d'archiver les journaux publiés entre 1814 et 1944, soit 3,2 millions de pages. Parmi les premiers quotidiens offerts à la consultation, *Le Figaro*, *La Croix*, *L'Humanité* et *Le Temps*. Quelque 2 millions de pages devraient être accessibles dans les cinq ans à venir, dont plusieurs milliers dès le début de l'année 2006. Dix-huit autres quotidiens seront ensuite numérisés, dont *Le Journal des débats*, *Le Siècle*, *Le Petit Journal*, *Le Petit Parisien* ou *Le Matin*. La presse régionale ne sera pas oubliée puisque des discussions sont conduites avec *Ouest-France*, afin de numériser son « ancêtre » *Ouest-Eclair*. Techniquement, il y a du boulot: à cause de la fragilité du papier, la Bnf a opté pour une reproduction en mode image (fac-similé de l'original) plutôt qu'en mode texte, coûteux car techniquement plus perfectionné. Le budget est à la hauteur du projet: 3,5 millions d'euros. La subvention annuelle du ministère de la Culture, le soutien du Sénat (450 000 euros sur trois ans) et le mécénat doivent permettre de couvrir une partie des coûts. Mais la consultation de ces archives sera totalement gratuite. Le projet est piloté par Jean-Noël Jeanneney, président de la BNF. Son objectif: « défendre le regard français et européen sur notre passé commun ». On lui doit déjà Gallica, la bibliothèque numérique, riche de 76.000 textes en ligne et de 1 million de documents consultés chaque mois. Il s'agit aussi et surtout de faire en sorte que « la mémoire collective » ne soit pas laissée aux seules initiatives américaines, à l'image du projet du moteur de recherche Google qui veut numériser et mettre en ligne une quinzaine de millions d'ouvrages (voir notre article).